

Contrôles et audits

**Flora DUMONT, chargée de mission FSE,
responsable de la méthode – Service Gestion
financière et méthodes – Département du FSE -
DIRECCTE IDF**

**Henri SICARD, chargé de mission - Unité de
certification
Département de l'Expertise et de l'Action
Economiques et Financières
Direction Régionale des Finances Publiques (DRFIP)**

Rappel des différentes autorités de contrôles

- Commission européenne ;
- Cour des comptes européenne ;
- Cour des comptes française ;
- Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC, autorité d'audit pour les fonds structurels européens) ;
- Inspection générale des affaires sociales (IGAS) ;
- Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP, interne au Ministère) ;
- Direction régionale des finances publiques (DRFIP);
- Département du contrôle de la formation professionnelle (DCFP, interne à la DIRECCTE).

Synthèse des autorités et types de contrôles

Autorité de contrôle	Type de contrôle
Commission européenne	Audits de système et financiers avec contrôles d'opérations sélectionnées, et audits sur un thème spécifique
Cour des comptes FR et UE	Audits sur un thème spécifique (<i>ex : audit relatif à l'approche par les résultats - Cour des comptes UE, en cours</i>) Cour des comptes UE : Audits financiers avec contrôles d'opérations sélectionnées
CICC	<ul style="list-style-type: none"> • Audits d'opérations (<i>externalisés à des prestataires mandatés par la DGEFP ou délégués au DCFP</i>) • Audits de fonctionnement (<i>audit en mars 2018</i>)
IGAS	Evaluation des politiques publiques (<i>ex : évaluation en juillet 2016 sur la simplification du Fonds social européen</i>)
DGEFP	Audit de système (<i>audit général de fonctionnement de la DIRECCTE → un par programmation</i>)
DRFIP	<ul style="list-style-type: none"> • Certification de CSF (<i>contrôles de conformité</i>) • Contrôles ciblés sur risques
DCFP	Audits d'opérations

Bilan 2017 des audits et contrôles (1)

- Rapport de la Cour des comptes française sur **l'Initiative pour l'emploi des jeunes**
 - Qui : DGEFP (DIRECCTE Ile-de-France échantillonnée)
 - Quand : mars-juin 2017, rapport provisoire septembre 2017
 - Constatations : IEJ est nécessaire en France, et plus particulièrement en Ile-de-France pour apporter une réponse concrète aux jeunes confrontés à des problématiques d'accès au monde du travail. Résultats proches des objectifs fixés.

Bilan 2017 des audits et contrôles (2)

- Cour des comptes européenne : audit de la performance du PON FSE 2014-2020 relatif à « l'approche par les résultats dans la sélection et le suivi des projets dans le cadre du FSE et du FEDER ».
 - Qui : DGEFP et DIRECCTE Ile-de-France.
 - Quand : du 15 au 19 mai, rapport provisoire reçu en octobre, en attente du rapport définitif.
 - Constatations : critères d'admissibilité et de sélection rigoureux, clairs et conformes aux principes directeurs ; procédure transparente ; projets sélectionnés en lien clair avec les objectifs du PO, prévoient des valeurs cibles à atteindre.

Bilan 2017 des audits et contrôles (3)

- CICC : **audits d'opérations** portant sur les dépenses déclarées à la Commission européenne.
- Quoi ? 7 opérations, uniquement d'organismes intermédiaires
- Quand ? 2^{ème} partie 2017, conclusions définitives fin 2017
- Résultats :
 - 3 opérations sans irrégularités financières.
 - 4 autres opérations avec corrections financières (montant de 9.79 € à 1 256,46 €), conséquence d'inéligibilité de participants, d'erreurs de calcul dans l'abattement de la taxe sur les salaires, ou encore du non retrait de l'abattement de la taxe sur les salaires. Taux d'erreur total : 0,22 %.
 - **Plus grand nombre d'audits d'opérations en 2018.**

Les points de vigilance des contrôleurs

- Qualité des données ;
- Eligibilité des participants
- Lutte contre la fraude ;
- Régime des aides d'Etat ;
- Mise en concurrence ;
- Introduction de critères liés à l'efficacité de l'utilisation des fonds.

A savoir : les contrôles de 2^{ème} niveau sont effectués de manière exhaustive y compris si le CSF a donné lieu à un échantillonnage des participants et / ou des dépenses. Il est rappelé que les bénéficiaires doivent conserver la totalité des pièces justificatives du projet FSE ou IEJ et être en mesure de les produire à l'occasion de tout contrôle.

Intervention de M. Sicard (DRFIP)

- Bilan des CCR en 2017: peu de dossiers contrôlés en CCR.
Bons résultats avec peu de corrections.
- Prévisions des CCR pour 2018 : plan de contrôle qui prévoit un nombre plus élevé de CCR.

Communication FSE

**Elodie MICUCCI, chargée de mission FSE,
responsable de la communication
Service Programmation et organismes intermédiaires
Département du FSE
DIRECCTE IDF**

Etat des lieux de la communication FSE 2017

- Dynamisation des groupes de travail internes au DFSE (comité éditorial mensuel; réunion technique bimestrielle interne au département...) et publication d'un marché public pour des prestations diverses en communication;
- Réunion d'information annuelle FSE-Etat le 16 février 2017 (présentation des orientations et critères de sélection FSE 2017 et organisation d'ateliers thématiques à destination des porteurs de projet);
- Travail d'identification et d'analyse des objectifs, des cibles et des supports de communication interne et externe;
- Définition d'une stratégie de communication FSE 2018-2020 avec l'appui du prestataire sélectionné, pour une communication en accord avec la réglementation européenne et coordonnée à la stratégie nationale (consolidation en cours);

Perspective 2018

- Réunion des porteurs de projet le 13 février 2018 (présentation des orientations PON FSE 2018-2020, organisation d'ateliers animés par les porteurs);
- Communication digitale à l'occasion du JME 2018;
- Collecte et simplification des données issues de MDFSE et travail sur les messages de base aux fins du déploiement d'une communication valorisant les impacts réels du FSE sur le territoire francilien (mise en avant des projets, des bénéficiaires finaux et visibilité de l'apport de l'Union européenne) prévu au deuxième semestre 2018.

PAUSE

10h45-11h00

Présentation des orientations FSE et IEJ 2018-2020

Propos introductifs :

**Cédric GUILLON-LAVOCAT, adjoint du chef de département
du FSE et chef du service des projets régionaux DIRECCTE**

IDF